

CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE

E/2059/Add.8
27 août 1951

FRANCAIS
ORIGINAL: ANGLAIS

Distr.double

Treizième séance
Point 18

RAPPORT DE LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME (SEPTIEME SESSION)

Observations des gouvernements au sujet du projet de
pacte international relatif aux droits de l'homme

9. DANEMARK

(Lettre en date du 15 août 1951, émanant de la
Délégation permanente du Danemark auprès de
l'Organisation des Nations Unies).

Article 6:

La législation danoise relative à l'assistance publique autorise la détention par décision administrative, sans que soient observées les dispositions figurant à l'article 6, paragraphe 5.

Articles 19, 20 et 24:

Le gouvernement danois éprouve quelque hésitation en ce qui concerne la rédaction des articles ci-dessus, étant donné que les observations des Etats parties au Pacte ne semblent pas avoir été clairement définies. En outre, les articles ci-dessus se rapportent à des questions qui ne relèvent que partiellement de l'autorité propre à chacun de ces pays.

Article 21:

En ce qui concerne l'entreprise privée, le gouvernement danois laisse aux parties intéressées le soin de décider, par de libres négociations, des questions de rémunération et de durée du travail. Dans certaines limites, les décisions

relatives à d'autres conditions de travail sont prises de la même manière.

Article 28, paragraphe 9:

Le gouvernement danois approuve en principe cette disposition, mais est d'avis que son interprétation devrait être assortie d'une réserve, à savoir qu'aucun enseignement ne peut être dispensé s'il porte atteinte aux bonnes mœurs et trouble l'ordre public.